

6 Économie

Infrastructures/ CAN 2017

Lancement des travaux du stade de Port-gentil

AJT

Libreville/Gabon

L'organisation prochaine de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) par le Gabon semble traduire le souhait, du Chef de l'Etat, d'inscrire cette compétition dans une dynamique d'accélération du développement du pays. Le chantier du stade de Port-Gentil vient ainsi s'ajouter à ceux actuellement en cours

dans le secteur des routes, des structures d'accueil et d'hébergement et d'assainissement de la ville.

LE président de la République, Ali Bongo Ondimba, effectue ce samedi 18 juillet 2015 un déplacement dans la province de l'Ogooué-Maritime pour lancer officiellement les travaux de construction du stade de Port-Gentil où se joueront les matchs de la Coupe d'Afrique des Nations 2017. Au total, le chantier devrait générer

quelque 1.500 emplois directs et indirects.

C'est à Ntchengué, au sud de Port-Gentil sur le site du lotissement "La Dorade", que le stade d'une capacité de 20.000 places sera construit. Les premiers matchs tests y sont programmés pour novembre 2016. La China state construction engineering a été retenue pour exécuter le chantier dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le ministère des Sports et de la Jeunesse, assisté par l'Agence Nationale des

Grands Travaux (ANGT). Connue pour avoir construit le stade des Martyrs à Kinshasa, en République démocratique du Congo, l'entreprise de construction publique travaillera en sous-traitance avec des PME locales.

Le 8 avril 2015, la Confédération africaine de football (CAF) a désigné le Gabon comme pays hôte de la Coupe d'Afrique des Nations (Can) édition 2017. Co-organisateur avec la Guinée équatoriale de la CAN 2012, le Gabon dis-

pose de trois stades : le stade national Omnisports Omar Bongo et le stade de l'Amitié sino-gabonaise à Angondjé, capables d'accueillir chacun 40.000 personnes, ainsi que le stade de Franceville, d'une capacité de 20.000 places.

Un quatrième stade, d'une capacité de 20.000 places, sera également construit dans la capitale provinciale du Woleu N'Tem, à Oyem, dans le cadre de la CAN 2017.

Recevant début juillet les membres du Comité d'or-

ganisation de la CAN 2017 afin de faire le point sur l'avancée des préparatifs, le Chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a rappelé son souhait d'inscrire cette compétition dans une dynamique d'accélération du développement du Gabon. Le chantier du stade de Port-Gentil vient donc s'ajouter à ceux actuellement en cours dans le secteur des routes, des logements et d'assainissement de la ville.

Programme mondial du développement durable

Signature d'un accord historique

AJT

Libreville/Gabon

LES 193 États membres des Nations Unies participant à la Conférence internationale qui s'est ouverte le 13 juillet dernier à Addis-Abeba, sont parvenus à un accord pour la mise en œuvre du Programme mondial du développement durable. Les dirigeants mondiaux devraient l'adopter en septembre prochain.

Après plusieurs mois de négociations entre les pays,

l'accord qui est adopté marque donc une étape importante dans l'établissement d'un partenariat mondial renforcé qui vise à favoriser la prospérité économique, inclusive et universelle. Mais également améliorer le bien-être des populations tout en protégeant l'environnement.

En effet, selon le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, « cet accord est une étape cruciale vers la construction d'un avenir durable pour tous. Il offre un cadre mondial pour le finan-

cement du développement durable. (...) les résultats de la Conférence d'Addis-Abeba nous apportent la fondation d'un partenariat mondial redynamisé pour le développement durable qui ne laissera personne pour compte », a-t-il déclaré.

Relevons que ces assises, qui pourraient mettre le monde sur la voie d'un avenir prospère et durable sans précédent, est l'événement majeur parmi trois cruciaux cette année. Son résultat constitue ainsi, entre autres, une base solide pour les pays afin de fi-

nancer et adopter le Programme de développement durable proposé à New York, en septembre prochain, et parvenir à un accord contraignant sur les négociations climatiques des Nations Unies à Paris, en décembre 2015 aux fins de réduction des émissions mondiales de carbone.

Le financement semble être le pivot de la réussite du nouveau programme de développement durable qui sera soutenu par la mise en œuvre des 17 objectifs de développement durable (ODD)



Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon: La fondation d'un partenariat mondial redynamisé pour le développement durable.

dont près de 150 dirigeants du monde adopteront les nouveaux objectifs lors du Sommet du développement durable, à New York, en septembre 2015.

Des objectifs axés sur les

priorités mondiales, notamment mettre fin à la pauvreté et la faim, réduire les inégalités sociales, lutter contre le changement climatique et préserver les ressources naturelles de la planète.

Gestion durable des forêts d'Afrique centrale

102 milliards de francs pour soutenir la Comifac

AJT(Source Comifac)

Libreville/Gabon

Ce don de la république fédérale d'Allemagne servira à financer des activités et projets rentrant dans le cadre du programme «Gestion durable des forêts du Bassin du Congo».

DANS le cadre de la poursuite des accords de financement conclus avec la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), la République fédérale d'Al-

lemagne, à travers l'Institut de crédit pour la construction (KfW) vient d'octroyer une enveloppe de près de 102 milliards de francs (15,5 millions d'euros) pour le financement d'activités et projets du programme « Gestion durable des forêts du Bassin du Congo ».

L'engagement financier a été paraphé au siège de la Comifac à Yaoundé, par l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun, Klaus-Ludwig Keferstein et le secrétaire exécutif de la Comifac Ray-

mond Mbitokon.

Selon le secrétaire exécutif de la Comifac, ce nouvel accord financier devrait permettre à la Comifac, entre autres, de remplir ses missions de coordination des initiatives à caractère transfrontalier et surtout de mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre des projets et programmes s'inscrivant dans la mise en œuvre du Plan de Convergence. Notamment la sauvegarde de la diversité biologique de la sous-région. « Ces financements sont bien-

venus et vont contribuer à améliorer davantage les mesures déjà prises par les bénéficiaires, à travers les plans d'action et l'accord de coopération signés par les trois pays concernés par le grand braconnage transfrontalier, à savoir le Tchad, le Cameroun, et la République Centrafricaine, (...) qui se sont engagés, à travers l'Accord tripartite, à mener une lutte commune contre ce fléau », a indiqué M. Mbitokon.

Notons que dans le processus de gestion concertée des aires protégées transfronta-



Echange de documents entre l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne au Cameroun, Klaus-Ludwig Keferstein (g) et le secrétaire exécutif de la Comifac Raymond Mbitokon.

lières, le Gabon est partie prenante dans la mise en place, de concert avec le Ca-

meroun et le Congo, de la trinitaire internationale Dja-Odzala-Minkebe (Tridom).

Appui à la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo

Les Hollandais se retirent

AJT

Libreville/Gabon

L'ORGANISATION hollandaise de développement (SNV) vient d'annoncer son retrait du Fonds de développement local du Programme d'appui à la conservation des écosystèmes du bassin du Congo (Pacebco), a-t-on appris des sources de la CEEAC. Ce partenariat consistait à accompagner la mise en œuvre de microprojets au profit des communautés locales et autres acteurs tels les administrations décentralisées, dans les pays de la Commission des forêts du bassin du Congo (Comifac). La décision de retrait a été récemment portée à la connaissance du secrétaire général de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), par la directrice pays de la RDC, Sarah

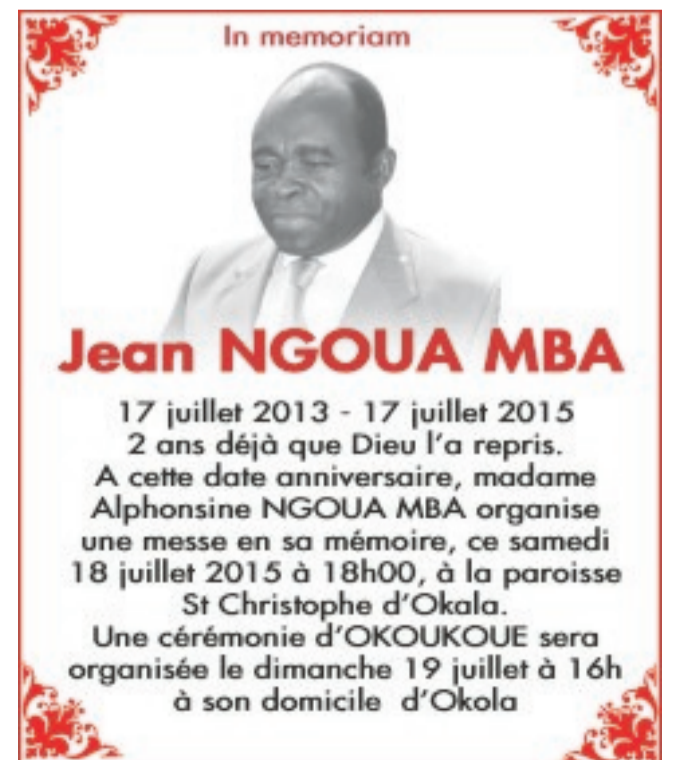
Mbago-Bhunu.

Selon l'Organisation régionale, cet arrêt, « unilatéral malgré des négociations engagées entre les deux institutions pour conclure un avenant jusqu'au terme du programme, est motivé par des raisons indépendantes de leur volonté ». En outre, au regard de la participation de la CEEAC dans la mise en œuvre du Programme Pacebco, traduite dans les rapports techniques et financiers finaux, et vu l'importance de la mise en œuvre des microprojets, le secrétariat général de la CEEAC a engagé des réformes visant à relancer l'administration du Fonds de développement du Pacebco. Notamment l'organisation des ateliers de relance du programme dans les sites inclus, par l'équipe des experts de l'unité de gestion au profit des populations (UGP).

Selon l'institution, ces ateliers marqueront ainsi le redémarrage effectif du fi-

nancement des microprojets.

Créée en 1965, avec pour siège, La Haye aux Pays-Bas, la SNV est une organisation internationale non gouvernementale indépendante qui intervient dans 28 pays à travers l'Afrique, mais aussi en Asie et en Amérique Latine. Elle travaille, entre autres, sur la gestion des ressources naturelles, la gouvernance locale, le renforcement des organisations de la société civile et l'appui au développement du secteur privé. La SNV contribue également à la réduction de la pauvreté et à la promotion de la bonne gouvernance, grâce aux organisations intermédiaires qui jouent un rôle important dans le développement local. Ses appuis répondent généralement à un besoin en renforcement des capacités, se traduisent par la mise à disposition des compétences et par des actions en vue d'un changement d'attitude.



Jean NGOUA MBA

17 juillet 2013 - 17 juillet 2015

2 ans déjà que Dieu l'a repris.

A cette date anniversaire, madame Alphonsine NGOUA MBA organise une messe en sa mémoire, ce samedi 18 juillet 2015 à 18h00, à la paroisse St Christophe d'Okala.

Une cérémonie d'OKOUKOUÉ sera organisée le dimanche 19 juillet à 16h à son domicile d'Okola